

Le club des cinq Républicains débat à fleurets mouchetés

Les candidats à l'investiture de LR pour la présidentielle ont débattu pour la première fois, hier soir, sur LCI. Des échanges sans éclats, mais rythmés par un certain nombre de tacles glissés.

Michel Barnier, Xavier Bertrand, Éric Ciotti, Philippe Juvin et Valérie Pécresse ont inventé un nouveau jeu, hier soir, sur le plateau de LCI : le mikado humain. Le premier qui bouge – ou plutôt qui tacle – a perdu.

Bien décidés à ne pas reproduire le fiasco de la confrontation d'octobre 2016, au cours de laquelle leurs prédécesseurs s'étaient déchirés devant les caméras, les cinq candidats à l'investiture au congrès LR se sont gardés d'apparaître comme des diviseurs.

Mais dans le feu de l'action, entre deux interventions passablement soporifiques, les ego et les dissensus ont refait surface.

Le début des échanges est assez ennuyeux. Les journalistes, David Pujadas et Ruth Elkrief, tentent de

souffler sur les braises : Éric Ciotti trouve-t-il ses concurrents « *un peu mous* » ? Le mot ne franchit pas les lèvres du député azuréen, tout sourire, qui déroule son programme économique : 250 000 postes de fonctionnaires en moins, « *retour aux 39 heures payées 38 et retraite à 65 ans* ». Il plaide pour un impôt sur le revenu à taux unique – 15 % – pour tous. Valérie Pécresse fait la moue : « *Où sont passées les 80 milliards de recettes de l'impôt sur le revenu ? J'ai peur qu'on n'ait pas les moyens de le faire...* »

« Macron, président des chèques »

À plusieurs reprises, la présidente de la région Ile-de-France se montre offensive. Elle assure que son projet est « *plus fort* » que celui de Xavier Bertrand et



Philippe Juvin, Michel Barnier, Valérie Pécresse, Xavier Bertrand et Éric Ciotti.

(Photos capture d'écran François Vignola)

plus « *raisonnable* » que celui d'Éric Ciotti. « *Moi aussi, je veux que le travail paie plus que l'assistance, insiste-t-elle. Aujourd'hui, on fait des chèques. Emmanuel Macron est le président des chèques* ». Et de proposer une réforme : « *Je veux que les salariés puissent être propriétaires de 10 %*

de leur entreprise si elle est cotée en bourse. » Michel Barnier et Valérie Pécresse s'accrochent à plusieurs reprises. Le premier reproche à la seconde de faire des promesses intenables sur le nombre de postes de fonctionnaires à diminuer. Michel Barnier ne donne pas de chiffres précis, ni

sur le plan de réduction de la dette, ni sur la manière de redonner des marges de manœuvre aux entreprises. Cela lui vaut une remarque grinçante de Valérie Pécresse – « *ce n'est pas responsable* ». Philippe Juvin et Xavier Bertrand s'opposent sur la place des énergies renou-

velables, le président des Hauts-de-France assumant crânement sa volonté d'accroître le parc nucléaire hexagonal.

La question de l'immigration remet tout le monde d'accord, malgré quelques nuances sémantiques. Le « *grand remplacement* », défendu par Éric Zemmour, est une expression que ne réfute pas Éric Ciotti, que « *n'emploie pas* » Michel Barnier et que « *déteste* » Valérie Pécresse.

Rien de fondamental, assurément, pour les 110 000 adhérents LR qui désigneront leur candidat à la présidentielle, lors du congrès prévu le 4 décembre.

D'ici là, les cinq prétendants se retrouveront à trois reprises devant les caméras.